

Appelant à vacciner la population pour parvenir à une immunité collective D' Yousfi : «Le confinement est plus qu'indispensable»

- La CGEA met ses moyens de transport au service des Directions de la santé
- Plusieurs mesures prises pour une meilleure distribution de l'oxygène médical

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5433 - Mardi 27 juillet 2021 - Prix : 10 DA

Covid-19 à Tizi Ouzou
**La quasi totalité
des 800 malades
hospitalisés a besoin
d'oxygène**

Page 16

Le phénomène perdure et menace la santé des consommateurs

Danger : transport et stockage de bouteilles en plastique sous le soleil

Page 3

Le coup de force d'un président légitime et même populaire

Par Mohamed Habili

Rarement un événement majeur aura été aussi prévisible que celui qui vient de se produire en Tunisie, l'impasse politique dans laquelle se trouve ce pays depuis maintenant des mois n'étant pas passible d'un règlement strictement conforme à la légalité. Il n'y avait qu'un coup de force pour pouvoir en sortir, dont l'une ou l'autre partie en conflit finirait par prendre la responsabilité, et pour autant que le remède ne soit pas pire que le mal. Quand rien ne va plus dans un pays, sinon la certitude que les problèmes dont il est assailli ne feront que s'aggraver, c'est le système politique en place qui est cause. C'est à cette conclusion que justement sont arrivés un grand nombre de Tunisiens, pour qui le salut ne pouvait venir que d'un acte d'autorité du chef de l'Etat, dont de plus ils avaient pris soin de préciser la nature quelques heures avant que ce dernier ne leur donne satisfaction en suspendant le Parlement pour une durée déterminée, en mettant fin à l'immunité de ses occupants, et en concentrant tout le pouvoir exécutif entre ses mains. Nul doute que ce soit par là même la fin du régime né de la révolte populaire de 2011, et codifié plus tard dans la Constitution de 2014.

Suite en page 3

Parlement gelé et Premier ministre limogé par le Président Saïed

La Tunisie sombre dans une grave crise politique



PH/D. R.

En Tunisie, durement ébranlée par l'épidémie de Covid-19 et les difficultés économiques, c'est désormais la crise politique qui atteint un nouveau sommet. Dimanche soir, lors d'une réunion d'urgence au palais de Carthage, le président de la République, Kais Saïed, a décidé de geler les activités du Parlement pendant trente jours, lever l'immunité des députés et limoger le Chef du gouvernement, Hichem Mechichi. Page 3

Pour faire face à la propagation du Covid-19
**Le P-DG de Sonatrach annonce
un ensemble de mesures**

Page 16

Pour éviter un surcroît de contaminations au Covid-19
**Soirées musicales et
veillées estivales annulées**

Page 7

Appelant à vacciner la population pour parvenir à une immunité collective

D' Yousfi : «Le confinement est plus qu'indispensable»

■ La situation est déjà grave et avec le variant Delta elle ne peut que s'aggraver davantage, alerte le D' Mohamed Yousfi qui relève que les nouvelles mesures de confinement ne sont pas assez strictes pour faire face à la 3^e vague de coronavirus.

Par Louisa Ait Ramdane

Le président de la Société algérienne d'infectiologie, D' Mohamed Yousfi, fera remarquer qu'il faut au moins 3 semaines de confinement pour casser le rythme de contamination. «En tant que spécialistes, nous aurions aimé que la plage horaire du confinement soit élargie et que les activités et commerces non essentiels soient inclus», a-t-il expliqué sur les ondes de la Chaîne 3 de la Radio nationale. Il a regretté que «les appels répétés des professionnels de santé à l'adhésion de la population au respect des gestes barrières n'aient pas été entendus» et déploré aussi «l'absence de contrôle par les pouvoirs publics». Invité de la rédaction de la Chaîne 3, le président de la Société algérienne d'infectiologie en a appelé à la conscience et à la responsabilité collective pour aider les professionnels de la Santé à faire face à cette 3^e vague. «La balle est dans leur camp», a-t-il dit, appelant la population au respect du protocole sanitaire et aux pouvoirs publics à faire respecter les dispositions légales.

Concernant la prise en charge des malades du Covid, le Professeur a estimé que tout le

fardeau de la pandémie est pris par le secteur public. «Le secteur privé, la médecine universitaire, scolaire, du travail ou militaire, doivent venir en aide au secteur public», a-t-il suggéré, appelant, dans ce sens, les hautes autorités de l'Etat à mettre en place un cadre réglementaire qui oblige tous les acteurs à s'impliquer dans la lutte contre cette pandémie.

Il a cité l'exemple de l'hôpital de Blida. «L'hôpital de Boufarik est le plus touché en Algérie avec plus de 4 200 patients hospitalisés depuis plus d'une année», a-t-il témoigné. «Cela fait une année que nous demandons de l'aide médicale et paramédicale. Rien du tout. Ce sont pratiquement toujours les mêmes équipes qui sont mobilisées alors que d'autres peuvent venir les aider», a-t-il regretté.

«Avec le Delta, il faut vacciner 90 % de la population»

D' Mohamed Yousfi fera savoir que «beaucoup de jeunes décèdent alors qu'ils ne présentent aucune maladie chronique», expliquant que cette situation est due aux «caractéristiques de ce nouveau variant, lequel demeure très contagieux». Pour D' Yousfi, «la stratégie vaccinale dans le monde est en train de changer de manière à toucher les enfants de 12 ans, voire moins de cet âge, d'où la nécessité de vacciner 80 à 90 % de la population pour parvenir à l'immunité collective». Relevant qu'actuellement l'Algérie est loin de l'immunité collective qui est de 70 % au moins, l'invité de la radio a estimé que celle-ci ne peut être atteinte en Algérie que par la vaccination de pratiquement toute la population, soit 80 à 90 % des Algériens. «Tous les spécialistes s'accordent à dire qu'il faut vacciner pratiquement toute la population, soit 80 à 90% des Algériens pour parvenir à l'immunité collective», a-t-il expliqué. En ce sens, D' Yousfi a estimé qu'il était «impératif d'accélérer l'opération de vaccination, ce qui laisse supposer qu'il faut acquiescer encore beaucoup plus de doses pour aller rapidement vers l'immunité collective», recommandant, à ce titre, de «disposer de grands espaces, à l'instar des autres pays, afin d'accélérer l'opération de vaccination et de vacciner ainsi des centaines de milliers de personnes quotidiennement».

Concernant la réticence des professionnels de la Santé à se faire vacciner, D' Yousfi a affirmé que la vaccination pour ce corps «doit être une obligation professionnelle», expliquant que «ceux qui exercent dans le secteur sont



D' Mohamed Yousfi

constamment dans le risque et transmettent aussi le virus à d'autres personnes». D'ailleurs, il a déploré que plusieurs d'entre eux «tombent malades ou décèdent car ils ne sont pas vaccinés, ce qui est inadmissible». Il dira que «le personnel de la Santé doit donner l'exemple en matière de vaccination».

Selon D' Yousfi, qui est également président du Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (Snpspp), «plusieurs pays ont décidé ou envisagent de rendre obligatoire la vaccination pour le personnel de la Santé afin de mieux affronter la pandémie».

L'Algérie recevra 5 millions de doses du vaccin chinois par mois

Rassurant sur l'efficacité à 100 % des vaccins approuvés en Algérie contre le variant «Delta» dans la prévention des complications graves et jusqu'à 75 % de l'infection, le directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA), Fawzi Derrar, a révélé que la Chine s'engage à fournir à l'Algérie 5 millions de doses de vaccin Sinovac chaque mois.

«Un contrat avait été conclu avec le partenaire chinois pour fournir à l'Institut Pasteur 17 millions de doses de Sinovac, à raison de 5 millions de doses par mois. L'Algérie s'est procuré à ce jour près de 8 millions de doses de vaccins», a-t-il précisé.

Il a indiqué également que l'Algérie à, jusqu'à présent, acheté près de 8 millions de doses, dont 2,5 millions de doses ont été administrées. Invité de la radio Chaîne 1 de la Radio nationale, Derrar a estimé qu'«il est nécessaire de vacciner 80 % des citoyens pour vaincre le virus mortel», soulignant la disponibilité de quantités suffisantes de vaccins.

Pour lui, la seule solution pour faire face actuellement à la pandémie de Covid-19, notam-

ment le variant Delta, est de vacciner le plus grand nombre possible de personnes, avertissant sur la capacité du variant Delta à se propager avec une prévalence actuelle de 71 %. Selon le directeur de l'Institut Pasteur, ce taux de propagation peut atteindre dans les prochains jours les 91%.

Cependant, il tient à s'exprimer sa satisfaction devant le taux élevé de vaccination dû à la forte prise de conscience de la gravité de la situation épidémiologique, soulignant, dans ce contexte, l'efficacité des vaccins adoptés en Algérie de 60 à 70 % contre l'infection et 100 % contre les complications graves.

Arrivée d'un premier lot de 1 050 concentrateurs d'oxygène en provenance de Chine

Un premier lot de 1 050 lots de concentrateurs d'oxygène est arrivé avant hier soir à la base militaire de Boufarik, indique un communiqué du MDN qui précise que d'autres lots ainsi que divers équipements médicaux arriveront dans les prochains jours.

Lors du dernier Conseil des ministres, le chef de l'Etat a donné des orientations quant à la nécessité d'optimiser la gestion du stock et de production d'oxygène et l'adoption de la sérénité et du calme face à la forte affluence des patients lors des opérations de répartition de cette substance au niveau des services hospitaliers, d'autant

que le taux d'occupation n'excède pas les 56 %. Il a également ordonné le lancement immédiat d'une opération d'envergure de maintenance et de rénovation des infrastructures et équipements d'approvisionnement en oxygène au niveau des établissements hospitaliers et l'acquisition immédiate d'unités mobiles de production d'oxygène en soutien aux grands hôpitaux, ce qui leur permettra d'autoproduire leurs besoins.

Plusieurs mesures prises pour une meilleure distribution de l'oxygène médical

Lors d'une réunion avec les principaux producteurs d'oxygène médical, le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Djamel Lotfi Benbahmed, a instruit l'ensemble des producteurs à assurer une meilleure coordination avec la cellule de crise installé au niveau du Premier ministre, notamment en communiquant les quantités d'oxygène produites et livrées J et J-1, le planning de distribution à J+1, le recensement des besoins réels de chaque établissement de santé livré ainsi que la cartographie de leur clientèle.

Le ministre a également donné des orientations visant à garantir une meilleure organisation en termes de production de l'oxygène médical et sa distribution au niveau national.

Ainsi, les producteurs sont tenus d'optimiser les délais d'analyse de l'oxygène en collaboration avec l'Agence nationale des produits pharmaceutiques, d'identifier un itinéraire de distribution de l'oxygène précis et définitif par chaque opérateur, d'externaliser la commercialisation des bouteilles d'oxygène des sites de production pour permettre une meilleure organisation logistique pour les livraisons des établissements de santé.

Les producteurs ont été instruits, lors de cette réunion, à l'effet de redoubler d'effort et d'assurer une mobilisation continue de leurs unités de production et de leurs équipes pour répondre à la forte demande en oxygène médical, selon le communiqué.

L. A. R.

Pour acheminer l'oxygène dans les hôpitaux La CGEA met ses moyens de transport au service des Directions de la santé

La Confédération générale des entreprises algériennes (Cgea), en sa qualité d'organisation citoyenne, s'engage à participer à l'effort national visant à contenir l'épidémie de Covid-19. Ainsi, elle met au service des directions de la santé publique au niveau des wilayas de moyens de transport pour acheminer l'oxygène dans les différents hôpitaux du pays ainsi que pour assurer les autres besoins exprimés. La Cgea propose également le lancement de campagnes de vaccination au niveau des zones d'activité au profit des travailleurs, qui travaillent souvent dans des endroits fermés, au niveau des sociétés et usines, ce qui provoque la propagation de ce virus mortel. Par ailleurs, la Cgea appelle le peuple algérien à faire attention et se faire vacciner, tout en exprimant son souhait de voir notre pays dépasser cette crise, dans les meilleurs délais.

R. N.

Bilan des dernières 24 heures

1505 nouveaux contaminés et 24 décès

L'Algérie a enregistré 24 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, 3 cas de plus que le bilan d'hier (21), portant à 4087 le total des morts, a annoncé, hier, le ministre de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 1505 cas, soit 218 cas de plus par rapport au bilan d'hier (1287), pour atteindre, au total, 163 660 cas confirmés.

R. N.

— Parlement gelé et Premier ministre limogé par le Président Saïed —

La Tunisie sombre dans une grave crise politique

■ En Tunisie, durement ébranlée par l'épidémie de Covid-19 et les difficultés économiques, c'est désormais la crise politique qui atteint un nouveau sommet. Dimanche soir, lors d'une réunion d'urgence au palais de Carthage, le président de la République, Kais Saïed, a décidé de geler les activités du Parlement pendant trente jours, lever l'immunité des députés, et limogé le Chef du gouvernement, Hichem Mechichi.

Par Meriem Benchaouia

«**S**elon la Constitution, j'ai pris des décisions que nécessite la situation afin de sauver la Tunisie, l'Etat et le peuple tunisiens», a-t-il déclaré sur la page Facebook de la Présidence. «Nous traversons des moments très délicats dans l'histoire de la Tunisie», a-t-il ajouté. Juste après cette déclaration, des milliers de Tunisiens ont défilé dans les rues malgré la couvre-feu en vigueur. Au son des klaxons, ils ont célébré ce que beaucoup considèrent comme la tentative de donner un nouveau souffle au système après des mois de blocage politique. Le chef de l'Etat avait plusieurs fois menacé ces dernières semaines de devoir agir pour dénouer la crise politique que traversait la jeune démocratie tunisienne. Une crise dans laquelle il joue aussi un rôle en raison de son désaccord avec le Chef du gouvernement, Hichem Mechichi. Ce dernier



avait décidé d'un remaniement en janvier, en nommant des ministres dont certains sont «soupçonnés de corruption et de conflits d'intérêts», selon la Présidence qui a refusé de leur faire prêter serment. Depuis, neuf ministères sont dirigés par intérim. M. Mechichi a été à plusieurs reprises critiqué pour sa gestion de la crise politique mais également sanitaire, alors que le pays connaît de 150 à 200 décès par jour du Covid-19 et une satu-

ration de son système hospitalier. Le Chef du gouvernement a limogé, le 20 juillet, en plein pic de la quatrième vague, son ministre de la Santé, Faouzi Mehdi.

De nombreuses questions demeurent

A ces problèmes de gouvernance s'ajoute l'impopularité du Parlement en proie aux conflits et à la violence politique depuis les élections de 2019. Lors de manifestations contre le pouvoir qui ont eu lieu dimanche dans le pays, de nombreux slogans réclamaient sa dissolution. La mosaïque de partis qui le compose et les désaccords autour de la personnalité clévante de son président, le leader du parti islamo-conservateur Ennahda, Rached Ghannouchi, ont accentué les problèmes au sein de l'Assemblée. Rached Ghannouchi a qualifié de «coup

d'Etat» les décisions de Kais Saïed. Dimanche soir, il n'a pas pu entrer au Parlement, empêché par l'armée qui a été aussi déployée devant le siège de la Télévision nationale, plusieurs institutions et l'avenue Habib-Bourguiba, épice de la révolution de janvier 2011. Kais Saïed s'y est, lui, rendu tard dans la nuit pour réaffirmer face aux médias que ses décisions étaient «constitutionnelles». Malgré les scènes de liesse dans les rues tunisiennes, et la popularité dont jouit le président, élu avec 72 % des suffrages en 2019, de nombreuses questions demeurent à l'issue de cette nuit théâtrale.

Des affrontements éclatent devant le Parlement

Des affrontements ont éclaté hier matin devant le Parlement tunisien. A Tunis, plusieurs centaines de partisans du Président Saïed ont empêché les soutiens du principal parti parlementaire Ennahda de se rapprocher de leur chef, Rached Ghannouchi, également président de la Chambre. Des jets de bouteilles et de pierres ont eu lieu de part et d'autre. A bord d'une voiture stationnée devant la porte close du bâtiment depuis plusieurs heures, M. Ghannouchi était empêché d'y entrer par des forces militaires, a constaté l'Agence France Presse sur place.

M. B.

Le Président Tebboune reçoit un appel de Kais Saïed

Le président de la République, Abdelmajid Tebboune, a reçu, hier, un appel téléphonique de son homologue tunisien Kais Saïed, durant lequel a été évoquée la situation en Tunisie, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. «Le président de la République, M. Abdelmajid Tebboune, a reçu, lundi, un communiqué de son frère Kais Saïed, président de la République tunisienne, au cours duquel ont été évoqués les développements de la situation en Tunisie. Les deux présidents ont abordé également les perspectives des relations algéro-tunisiennes et les voies et moyens de leur consolidation», lit-on dans le communiqué.

Le phénomène perdure et menace la santé des consommateurs

Danger : transport et stockage de bouteilles en plastique sous le soleil

Malgré la dénonciation de certains comportements qui ne répondent pas aux normes de conformité, le phénomène du transport et stockage des produits liquides de large consommation dans des bouteilles en plastique directement exposées au soleil depuis l'usine jusqu'au détaillant perdure et menace la santé des consommateurs.

Quotidiennement, le transport et le stockage des produits liquides de large consommation dans les bouteilles en plastique se fait de manière anarchique, sans respect des normes de conformité. En effet, en cette période de grande chaleur et la perturbation en eau potable où la consommation des produits liquides connaît une hausse considérable, l'Association de protection et d'orientation du consommateur (Apoce) multi-

plie, via sa page Facebook, les appels à la dénonciation des méthodes de transport et de stockage qui présentent un vrai danger sur la santé des consommateurs. Pour l'Apoce, «cette pratique, qui ne date pas d'hier, est un danger sur la santé du consommateur qui doit dénoncer ces méthodes», précisant que «75 % des méthodes de transport et de stockage des produits liquides de large consommation dans les bouteilles en plastique ne répondent pas aux normes de conformité». Pour le président de l'Apoce qui publie quotidiennement des photos des transporteurs des bouteilles en plastique directement exposées au soleil depuis l'usine jusqu'au détaillant prises par ses adhérents, «ces pratiques sont nombreuses et sont classées selon l'intensité de leur menace. C'est le cas de la problématique de

non-respect des normes de transport et de stockage de bouteilles en plastique contenant des boissons gazeuses et de l'eau minérale qui restent "malheureusement" impunie malgré l'existence des textes de loi». L'Apoce explique que «les boissons sont directement exposées au soleil depuis l'usine jusqu'au détaillant et cela provoque la décomposition des particules de ces produits sous l'effet de la chaleur et une fois consommées et à force ces boissons ont un effet mortel sur le citoyen». Concernant le comportement des épiciers et des détaillants, Mustapha Zebdi avait indiqué dans une récente déclaration, qu'il y a une certaine prise de conscience chez certains vendeurs contrairement au réseau de distribution. Selon une étude réalisée par l'Apoce, seul un épicier sur cinq ne respecterait pas les normes. En

outre, il est à noter que l'Association de protection et d'orientation du consommateur lance chaque année au mois de juin une campagne de sensibilisation sous le slogan «Ne m'empoisonne pas !» pour lutter contre le phénomène du non-respect des méthodes de transport et de stockage des produits alimentaires, notamment les bouteilles en plastique. «Le consommateur doit être impliqué dans l'opération de lutte contre ces pratiques en nous les signalant», insiste l'Apoce. Par ailleurs, selon plusieurs études dans le domaine de la consommation et les habitudes alimentaires, «l'intoxication chimique est à l'origine de l'augmentation du nombre de personnes atteintes par différents types de cancer et de maladies dans le monde, notamment en Algérie».

Thinhinene Khouchi

LA QUESTION DU JOUR

Le coup de force d'un président légitime et même populaire

Suite de la page une

Celle-ci comportait un défaut majeur : elle faisait élire le président de la République au suffrage universel, tout en lui accordant un pouvoir à peu près nul dans la conduite des affaires internes du pays. Le premier à avoir occupé ce poste, Béji Caïd Essebci, se plaignait déjà de cette incohérence entre la légitimité qui était la sienne et le peu de pouvoir réel par quoi elle se traduisait. Son successeur n'avait lui pas attendu d'être en fonction pour dire que s'il était élu il refuserait cette donne. D'une certaine façon, donc, l'impasse politique, ou plutôt le drame commencé depuis plusieurs mois et qui aujourd'hui est à son summum, était inscrit dans la lettre même de la Constitution. Mais si ses actes antérieurs se sont joués jusque-là, du moins quant à l'essentiel entre ses deux acteurs principaux, que sont le chef de l'Etat, le président du Parlement,

Rached Ghannouchi, et le chef du gouvernement Hichem Mechichi, ce dernier étant pour ainsi dire physiquement sorti de la partie, ce n'est plus le cas depuis le coup de force du 25 juillet, date anniversaire de la proclamation de la République tunisienne. Il revient désormais à l'homme de la rue de trancher le nœud gordien, en apportant son soutien soit à Saïed soit à Ghannouchi. Les heures qui viennent seront décisives à cet égard, chaque camp ayant appelé à la mobilisation de ses supporters, en dépit des restrictions en vigueur pour cause de pandémie. A l'heure où ces lignes sont écrites, leurs partisans respectifs se regroupent aux abords du Parlement, dont Ghannouchi entouré de plusieurs de ses partisans s'est vu auparavant interdire l'accès, en présence d'un grand nombre de forces de l'ordre prêtes à s'interposer entre eux. On ne connaît pas encore la réaction de la classe politique, sinon celle des partis proches d'Ennahda, notamment celle de Kalb Tounès, et ceux qui soutiennent le Président Saïed ; ni non plus celle de la puissante UGTT. On connaît par contre celle des forces de l'ordre, armée et police, qui sont en train d'obéir aux ordres du Président. Lequel n'aurait d'ailleurs jamais pris les décisions en question s'il savait qu'elles s'y opposeraient. Enfin, il faut attendre aussi les réactions des Etats de la région, dont les effets sur la suite des événements risquent de ne pas être négligeables. On peut penser que le Président Saïed a pris la précaution de consulter leurs autorités avant de passer à l'acte.

M. H.

Covid-19 à Mostaganem

Face à la crise, le wali prend le taureau par les cornes

Etant donné l'aggravation de la situation sanitaire occasionnée par le variant «Delta» et le nombre préoccupant des cas de contamination dans la wilaya, le wali Aissa Boulahya a réuni la commission de sécurité afin d'évaluer la situation et prendre les décisions qui s'imposent.

Par Lotfi Abdelmadjid

Le rapport, assez inquiétant, du directeur de la santé et de la population de la wilaya, fait état d'une progression inquiétante de sujets atteints par le variant «Delta». En sus, il renseigne sur la pression grandissante sur les établissements hospitaliers de Mostaganem, Ain Tedlès et Sidi Ali. Ces trois hôpitaux ont été désignés, depuis l'apparition de la pandémie, pour accueillir les malades du Covid-19. Face à une telle situation, le chef de l'exécutif a pris des mesures visant à atténuer la recrudescence du virus, d'une part, et soulager de la pression les centres hospitaliers, d'autre part. Comme décision préventive visant à cerner la contamination, il préconise la suppression

des tables et des chaises au niveau de tous les restaurants et cafétérias de la wilaya. Ces établissements devront, désormais, se contenter de livrer à leurs clients des commandes à emporter. Pour le transport en commun, qui semble être hors contrôle, le wali a pris la ferme décision de mettre en fourrière tous les contrevenants au respect du protocole sanitaire imposé. Il s'agit également de poursuivre les opérations de vaccination en mettant sur pied les moyens sur les places publiques, les mosquées, les salles omnisports avec, à l'appui, la sensibilisation des citoyens les incitant au vaccin. Enfin, en prenant ces mesures, le chef de l'exécutif prévoit des sanctions contre tous ceux qui ne respectent pas les consignes du Premier ministre, notamment celles relatives à la célébration des mariages, les fêtes et les rassemblements. Il est rapporté aussi que le respect du protocole sanitaire doit être radical, même s'il y a lieu de procéder à la fermeture des



PMD. R.

établissements hôteliers et autres qui ne l'appliquent pas. Les décisions prises feront l'objet d'un strict suivi personnel de la part du premier responsable, lit-on dans le communiqué. Au

cas où la crise s'accroîtrait, le wali prendra d'autres décisions, bien évidemment, adaptées à la conjoncture. Aussi, notera le rapport, cette même journée Aissa Boulahya s'est rendu au

CHU 240 lits afin de réserver un pavillon aux malades du Covid-19 dans le but de dégrossir la pression sur les autres hôpitaux de la wilaya.

L. A.

Coopération

Lamamra reçoit le secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires du Proche-Orient

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a accordé, dimanche, au siège du ministère, une audience au secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires du Proche-Orient, Joey Hood, qui effectue une visite officielle en Algérie.

Les discussions ont porté sur les moyens d'approfondir le dialogue stratégique entre l'Algérie et les Etats-Unis et d'examiner les perspectives de promotion de solutions politiques et pacifiques aux différentes crises qui minent la paix et la sécurité dans les régions d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

Auparavant, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Chakib Rachid Kaid, s'est entretenu avec M. Joey Hood au siège du ministère.

Yanis G.

Eau potable SEAL : l'eau du robinet est «saine et potable à la consommation»

La qualité de l'eau produite et distribuée par la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (Seaal) ne présente aucun problème de potabilité, a assuré, dimanche à Alger, la chargée de la clientèle et cadre analyste au niveau du laboratoire centrale de la Seaal, Majda Maloufi.

S'exprimant en réaction à des «informations erronées» circulant sur les réseaux sociaux et remettant en cause cette qualité, M^{me} Maloufi a rassuré, dans une déclaration à l'APS, que «la qualité de l'eau distribuée à travers le

réseau dans les wilayas d'Alger et de Tipaza est soumise à un contrôle quotidien rigoureux avant et pendant la distribution».

Ce contrôle, affirme-t-elle, consiste en des analyses physico-chimiques et bactériologiques, «d'abord au niveau des réservoirs d'eau et châteaux d'eau et jusqu'à l'eau qui coule dans les robinets des clients de la Seaal, soit de la source à l'utilisateur».

M^{me} Maloufi a également mis l'accent sur «le respect par la Seaal de la réglementation algérienne de potabilité de l'eau, ainsi

que des normes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) garantissant la potabilité de l'eau».

Elle a aussi assuré que le laboratoire central de la Seaal est accrédité par l'Organisme algérien d'accréditation (Algerac) depuis 2015, «ce qui implique des prélèvements aléatoires lors de différentes phases de production et de distribution de l'eau, permettant de l'analyser sur 42 paramètres, dont le taux de chlore».

En plus du laboratoire central, chaque station de production de

l'eau est dotée d'un «laboratoire process» permettant d'effectuer des prélèvements «afin de garantir la potabilité de l'eau», a souligné la responsable.

«Des équipes de prélèvement peuvent également intervenir pour effectuer des analyses sur le terrain 24h/24h dans le cas de la suspicion d'une contamination de l'eau», a-t-elle ajouté.

Dans ce sens, la Seaal affirme qu'environ 144 000 analyses physico-chimiques et 26 000 analyses bactériologiques sont effectuées chaque année.

Saïd G.

Presse

Nardjess Kermiche installée à la tête du quotidien An-Nasr

M^{me} Nardjess Kermiche a été installée, dimanche, à la tête du quotidien «An-Nasr», en remplacement de M. Abdelkader Touabi, en poste depuis 2015, a-t-on appris

auprès de ce média. Il a été précédé, à l'occasion, au renouvellement du Conseil d'administration qui a donné lieu à la désignation de l'enseignant de droit constitutionnel à l'Université de

Constantine 1, D' Nadir Amirech et l'enseignant à la faculté de l'information et de la communication (Université Constantine 3), D' Toufik Amri en qualité de membres du Conseil, a ajouté la

même source. M^{me} Kermiche a rejoint la rédaction d'«An-Nasr» en 1997 en tant que journaliste avant d'être rédactrice en chef depuis janvier 2016.

T. G.

Parlement

Clôture de la session ordinaire de l'APN

La session ordinaire de l'Assemblée populaire nationale a été clôturée, hier, lors d'une séance plénière présidée par le nouveau président de cette instance législative, Brahim Boughali.

La cérémonie de clôture de cette session s'est déroulée en présence du président du

Conseil de la nation, Salah Goudjil, du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, et de membres du gouvernement.

La clôture de la session de la chambre basse du Parlement intervient conformément à l'article 138 de la Constitution et aux dispositions de l'article 5 de la loi organique 12-16 portant organi-

sation de l'APN et du Conseil de la nation et leur relation fonctionnelle avec le gouvernement.

Clôture de la session ordinaire du Conseil de la nation

La session ordinaire du Conseil de la nation a été clôtu-

rée, hier, lors d'une séance plénière présidée par le président de cette instance, Salah Goudjil. La cérémonie de clôture de cette session s'est déroulée en présence du président de l'Assemblée populaire nationale, Brahim Boughali, du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, et de membres du gouvernement. La

clôture de la session de la chambre haute du Parlement intervient conformément à l'article 138 de la Constitution et aux dispositions de l'article 5 de la loi organique 12-16 portant organisation de l'APN et du Conseil de la nation et leur relation fonctionnelle avec le gouvernement.

R. A.

Hausse du nombre de détenus ayant obtenu le baccalauréat

■ Le nombre des détenus ayant obtenu le baccalauréat (session 2021) a connu une hausse de 45,65 % par rapport à l'année dernière, et l'Etablissement de rééducation et de réadaptation d'El-Menéa occupe la première place en nombre de candidats admis, a indiqué un communiqué du ministère de la Justice.

Par Samy Y.

Le nombre de détenus ayant décroché le baccalauréat, session 2021, s'élève à 1 983, en hausse par rapport à l'année précédente de 45,65 %, soit 554 lauréats en plus, a précisé le communiqué.

Le nombre total des candidats admis se compose de 1 927 hommes, soit un taux de 45,31 % et de 56 femmes, soit un taux de 61,54 %.

Le plus grand nombre des candidats admis a été enregistré au niveau de l'Etablissement de rééducation et de réadaptation d'El-Menéa avec 187 admis, selon la même source.

Par ailleurs, la plus grande moyenne chez la catégorie masculine a été enregistrée à l'Etablissement de rééducation et de réadaptation de Chlef avec 17,21, alors que la meilleure

moyenne chez la catégorie féminine a été enregistrée à celui d'Ain Tedles (Mostaganem) avec 16,75.

La session de juin 2021 a enregistré la participation de 4 344 candidats détenus, soit une hausse de 35,87 % par rapport à la session de l'année. Il s'agit de 4 253 détenus et de 91 détenues répartis à travers 47 établissements pénitentiaires, agrégés par le ministère de l'Education nationale comme centres d'examen. Les cours de soutien ont été assurés par 1 061 encadreurs au profit de 35 922 détenus scolarisés dans les différents cycles, en l'occurrence 28 917 détenus à l'enseignement à distance, 52 en enseignement supérieur et 6 953 en alphabétisation.

S'agissant de la Formation professionnelle et artisanale, la même source fait état de «35 486 détenus répartis sur 142



spécialités, dont 34 409 inscrits en Formation professionnelle et 1 077 en Formation artisanale».

Les épreuves du baccalauréat pour les candidats détenus

ont été supervisés par l'Office national des examens et concours (Onec) et encadrés par des enseignants du secteur de l'Education, conformément

aux dispositions de la Convention signée entre le ministère de la Justice et celui de l'Education nationale.

S. Y.

Khenchela

Coup d'envoi de camps de scouts forestiers dans différentes communes

Le coup d'envoi des activités de camps de scouts forestiers a été donné dimanche à travers différentes communes de la wilaya de Khenchela, a-t-on appris auprès du Commissariat des Scouts musulmans algériens (SMA). Dans une déclaration, le commissaire local des SMA, Abdelghani Bouteraâ, a précisé que la programmation de camps de scouts pour une période de 20 jours intervient dans le cadre d'un programme «spécial» visant la protection du couvert forestier de l'ensemble du territoire de la wilaya. Plus de 200 scouts, repré-

sentant 14 groupes, participent durant la période comprise entre le 25 juillet en cours et le 15 août prochain, aux activités de camps de scouts forestiers qui seront abrités par les forêts des communes de Chelia, Bouhmama et Tamza, dont plus de 8 000 ha ont été détruits au début de ce mois suite aux incendies, en plus de la programmation de camps mobiles dans les forêts du reste des localités de la wilaya, a ajouté M. Bouteraâ.

L'opération, a expliqué la même source, a été effectuée en étroite collaboration avec la Conservation des forêts et les

directions locales de la Protection civile (DPC) et de la jeunesse et des sports (DJS), certaines associations activant dans le domaine environnemental et celles relevant de la jeunesse et des sports spécialisées dans le parapente, qui accompagneront les scouts dans diverses activités programmées tout au long de ces camps. La même source a également indiqué que des compétitions culturelles, éducatives et récréatives seront programmées dans le cadre des camps de scouts forestiers, en plus des activités réalisées habituellement par les

différents groupes de scouts pendant les camps organisés durant les vacances scolaires. A ce sujet, M. Bouteraâ a souligné que l'objectif principal de la programmation de camps de scouts forestiers à travers les différentes communes de la wilaya de Khenchela est de «contribuer à la protection des forêts et au nettoyage des zones affectées par les récents incendies», en plus d'assurer une présence intense des scouts à l'intérieur des forêts dans le but de «faire barrage aux saboteurs et aux personnes qui nuisent à la forêt».

Lyes B.

Oran

Entrée en service progressive de l'hôpital d'El Kerma

Le nouvel hôpital de 60 lits d'El Kerma, situé au sud de la ville d'Oran, est entré en service partiellement dimanche afin de renforcer les moyens permettant la prise en charge des malades atteints du Covid-19 au regard de l'augmentation croissante du nombre de cas de contamination quotidienne par le virus. Dans une première étape, 24 lits au rez-de-chaussée de l'hôpital d'El Kerma accueilleront les malades en provenance du Centre hospitalo-universitaire d'Oran «D' Benzerdjeb» après examen au niveau de ce CHU, a indiqué à la presse le wali d'Oran, Messaoud Djari, en marge du coup d'envoi d'une importante caravane de vaccination et de sensibilisation contre le Covid-19.

Le chef l'exécutif de la wilaya a annoncé l'ouverture partielle de l'hôpital d'El Kerma en attendant son exploitation totale avant la fin

de la semaine en cours qui sera décidée suivant l'évolution de la pandémie au niveau de la wilaya.

«Si nécessaire, il sera procédé à l'ouverture du nouvel hôpital de Gadyel doté d'une capacité de 120 lits», a-t-il déclaré.

Au sujet de l'approvisionnement en bouteille d'oxygène, M. Djari a rassuré que «pour l'heure, aucun manque ou coupure d'approvisionnement de cette matière n'ont été enregistrés», expliquant que la wilaya d'Oran dispose de deux entreprises qui produisent de l'oxygène pour la prise en charge des malades hospitalisés atteints du coronavirus. A l'exception des malades transférés du Centre hospitalo-universitaire d'Oran, personne ne sera acceptée à l'hôpital d'El Kerma en ce moment, en vue d'une organisation efficace de l'opération d'orientation et d'une prise en charge maîtrisée des cas du Covid-19, a-t-on fait savoir. Pour

le transport des malades et vers l'hôpital d'El Kerma, sont mobilisées deux ambulances relevant de la Protection civile, de même que celles des services de la Direction de la santé et de la population, a-t-on signalé.

En outre, il a été décidé l'interdiction d'entrée aux accompagnateurs du malade à l'hôpital d'El Kerma dans le cadre des mesures prises pour renforcer le dispositif de prévention et de lutte contre la propagation du Covid-19. Des tentes sont installées pour accueillir et orienter le public au niveau de l'ensemble des structures et établissements de santé en mettant à leur disposition des agents pour les orienter dont des volontaires des Scouts musulmans algériens (SMA).

Par ailleurs, le wali d'Oran a donné, au niveau du siège de la Direction de la Protection civile de la wilaya, le coup d'envoi

d'une grande caravane de vaccination et de sensibilisation contre le Covid-19, constituée de 25 ambulances des directions de la santé et de la population et de la Protection civile, mobilisant plus de 60 agents, a indiqué le chargé d'information à la Protection civile de la wilaya d'Oran, le capitaine Bellala Abdelkader.

Cette caravane sillonnera différentes communes de la wilaya où les services de la Protection civile et de la Direction de la santé invitent les citoyens à se rapprocher des caravanes médicales mobiles pour bénéficier de la vaccination. Pour sa part, le directeur de wilaya de la santé et de la population, Bouda Abdennacer, a fait savoir que près de 110 000 personnes ont été vaccinées contre le Covid-19 au niveau de la wilaya d'Oran depuis le début de la campagne de vaccination. «Cette cam-

pagne suscite actuellement un engouement de la part des citoyens et nous espérons atteindre une population vaccinée de 160 000 personnes avant la fin du mois de juillet», a-t-il déclaré.

La moyenne de personnes à vacciner varie entre 8 000 et 9 000 personnes par jour. Une opération qui s'effectue tous les jours de la semaine, en plus de la vaccination de plus de 3 000 personnes au niveau des mosquées en fin de semaine, a-t-il ajouté.

M. Bouda a annoncé qu'il sera procédé à l'ouverture d'établissements hospitaliers privés pour entamer l'opération de vaccination, les invitant à se rapprocher des services de la DSP pour se doter de vaccins. Les services de la DSP reçoivent chaque semaine entre 50 000 et 60 000 doses de vaccin, a-t-il signalé.

F. S.

Pour éviter un surcroît de contaminations au Covid-19

Soirées musicales et veillées estivales annulées

■ La dégradation de la situation sanitaire et l'augmentation remarquable des cas de contaminés par la pandémie de Covid-19 exigent l'annulation des soirées musicales et veillées estivales. Cette information a été confirmée dimanche par le Conseil des ministres qui a annoncé la reprise du couvre-feu de 20h à 6h du matin. La décision était très attendue afin de réduire la contamination au Covid-19.



Par Abia Selles

En effet, des associations comme Akam d'Oran se sont déjà préparées à cette

situation et a annoncé un programme artistique virtuel pour accompagner les gens durant les soirées d'été. «Une cinquantaine d'artistes, entre musiciens et chanteurs, prennent part à ces

soirées qui répondent aux différents goûts», annonce son président, Souag Mokhtar.

Ces soirées se veulent une bouffée d'oxygène aux familles algériennes condamnées à la

maison par mesure de prévention contre la propagation de la pandémie de Covid-19. «L'initiative vise également à soutenir les artistes obligés à arrêter leurs activités depuis un an et demi à cause de la pandémie de Covid-19», précise Souag Mokhtar. Dix veillées musicales sur les sites officiels de l'association, avec la participation de cinq chanteurs pour chaque soirée d'une heure, sont au programme de cette activité qui a débuté la semaine dernière, précise la même source.

Il y a même des artistes qui ont repris le partage de prestations musicales depuis leur domicile, à l'image de l'interprète de musique andalouse Zahia Benzenqli qui a lancé aussi des messages pour une prise de conscience quant à la propagation du Covid-19 et aux mesures de prévention contre cette pandémie qui se propage beaucoup plus rapidement qu'auparavant.

D'autres artistes ont choisi de partager de beaux souvenirs musicaux, à l'image de l'artiste Lila Borsali qui partage des prestations musicales de ses propres archives. L'artiste qui anime cette année une émission télévisée sur la chaîne nationale 6, intitulée «Djarka», œuvre aussi sur les réseaux sociaux pour aider les

personnes atteintes de Covid-19 à travers une grande campagne de don et de solidarité organisée par l'Association pour l'investissement intellectuel et le Don Humain & l'ASPEWIT.

Le musicien Nadjib Gamoura a choisi, lui aussi, de rester branché avec ses fans en ces moments difficiles. Il leur a proposé de nombreuses sources et contacts en cas de besoin d'oxygène pour les malades du Covid-19. L'artiste a même demandé à ses fans de les partager afin que l'information circule au maximum.

Quant à l'artiste Abbes Righi, il a choisi de partager des passages de malouf sur sa page Facebook afin d'accompagner ses fans en cette période de pandémie. **A. S.**

«Black Panther 2» Michaela Coel rejoint l'équipe

Le casting de «Black Panther 2» s'étouffe encore un peu plus, avec l'arrivée à l'affiche de Michaela Coel. L'actrice et créatrice de la série «I May Destroy You» a été recrutée pour jouer aux côtés de Lupita Nyong'o, Danai Gurira, Letitia Wright, Daniel Kaluuya et Winston Duke, comme le relaye Variety. Si on ignore toujours la trame du film, retravaillée par le réalisateur Ryan Coogler après la mort de sa star Chadwick Boseman l'année dernière, on connaît désormais le titre : «Black Panther : Wakanda Forever». Dans une interview récente pour Yahoo, Lupita Nyong'o, qui interprète Nakia, a déclaré : «La manière dont (Coogler) a réécrit le deuxième film est vraiment respectueuse de la perte que nous avons ressentie au sein du cast et dans le monde». Les attentes sont énormes pour ce deuxième film de «Black Panther», alors que le premier volet, sorti en 2018, a été un carton au box-office, avec 1,3 milliard de dollars de recettes à l'international. Michaela Coel commence à s'imposer comme une actrice de premier plan, après le succès critique de «I May Destroy You» (sa série récemment auréolée de quatre nominations aux Emmy Awards) et ses apparitions dans «Black Earth Rising» et «Black Mirror». Avec «Black Panther : Wakanda Forever», elle franchit un nouveau cap, puisque c'est, de loin, son plus gros projet. La date de sortie du film a été annoncée pour le 8 juillet 2022. **R. I.**

Tournage de la série «Gaslit»

Sean Penn exige la vaccination de toute l'équipe

L'acteur est prêt à payer de sa poche la vaccination de toute l'équipe. Sean Penn ne veut prendre aucun risque. Alors que le tournage de la série «Gaslit», consacrée au scandale du Watergate, avait déjà démarré, l'acteur a annoncé qu'il ne remettrait pas un pied sur le plateau tant que tout le monde, acteurs et équipe technique inclus, n'aura pas été vacciné contre le Covid-19. Le comédien est même prêt à payer la vaccination de tous via

son ONG Community Organized Relief Effort. D'après Deadline, Sean Penn était parti quelques jours à Cannes pour présenter son film «Flag Day», mais à son retour, il a annoncé à la production ses exigences, qui risquent, si l'on en croit la publication, d'avoir un impact sur toute la profession. Il faut dire qu'avec l'explosion de cas du variant Delta, plus contagieux, dans la région de Los Angeles (83 % des cas de Covid en Californie), il y a des raisons de

s'inquiéter. «Gaslit» est essentiellement tourné en intérieur, ce qui augmente également les risques de contamination. La série raconte l'histoire des «oubliés» du Watergate, ceux qui ont aidé le président Richard Nixon à espionner ses rivaux politiques, mais aussi les lanceurs d'alerte qui ont permis de lever le voile sur l'implication dans le scandale d'espionnage de celui qui allait finir par démissionner. Sean Penn incarne le procureur général John

Mitchell, un des plus proches conseillers de Richard Nixon à l'époque, tandis que Julia Roberts joue Martha Mitchell, son épouse, qui a été la première à accuser Nixon d'être impliqué. Aucune date de sortie pour la série, produite par NBCUniversal, n'a été annoncée, mais si Sean Penn reste inflexible, la production risque d'être largement retardée. Toujours d'après Deadline, il restait au moins deux semaines de travail à l'acteur. **L. B.**

Dans une nouvelle bande-annonce

«Dexter : New Blood» se dévoile

Une nouvelle bande-annonce précise que Dexter reprendrait du service à partir du mois de novembre prochain. Intitulée «Dexter : New Blood», cette série est composée de dix épisodes, elle sera diffusée à partir du 7 novembre aux États-Unis annonce la chaîne américaine Showtime. Huit ans après, le célèbre

tueur va donc faire son retour sur petit écran cet automne. Et que les fans se rassurent, Michael C. Hall, qui incarne l'antihéros, n'a rien perdu de sa superbe et semble plus sombre que jamais.

Blood est une suite directe des précédentes saisons et se déroule dix ans après la dernière. Dexter Morgan, installé à Iron Lake, dans l'État de New York, a changé d'identité. Celui qui fut

autrefois médecin légiste travaillait à présent dans un magasin de sport, mais n'a pas pour autant perdu son instinct de tueur. «Comme tous les gens qui ont regardé la série et tous les gens qui en étaient fans, je me demandais moi aussi ce qui était arrivé à ce mec», a d'ailleurs livré Michael C. Hall à l'occasion du Comic-Con. «Je pense qu'assez de temps s'est écoulé et les pos-

sibilités de narrations étaient beaucoup plus intéressantes maintenant».

Alors que le final de la saison 8 avait grandement déçu, ce retour devrait être l'occasion de donner «une seconde fin à la série» selon le showrunner des quatre premières saisons, Clyde Phillips, à la tête de ce nouveau projet. **W. M.**



Nigeria

28 lycéens libérés par leurs ravisseurs dans le nord-ouest

■ Le groupe criminel qui avait enlevé, début juillet, 121 adolescents dans un lycée du nord-ouest du Nigeria, a relâché 28 nouveaux otages, mais 87 écoliers et lycéens sont toujours retenus.

Par Mourad M.

Le 5 juillet, des hommes armés ont envahi dans la nuit les dortoirs du lycée Baptiste-Bethel, situé à Chikun dans l'État de Kaduna, avant de kidnapper ses pensionnaires âgés entre 10 et 19 ans.

Cette attaque est la dernière d'une série d'enlèvements de masse d'enfants et d'étudiants commis dans le nord-ouest du Nigeria par des groupes criminels organisés.

«Vingt-huit ont été relâchés et nous les avons réunis avec leurs parents», a déclaré le révérend Joseph Hayab, l'un des responsables du lycée Baptiste-Bethel.

«Les bandits les ont relâchés hier et nous sommes allés les chercher avec les bus de l'église», a détaillé le révérend, qui a précisé que les enfants ont passé la nuit dans l'école avant que les autorités n'appellent leurs parents tôt dimanche pour

leur dire de venir les récupérer.

Les parents ont accueilli leurs enfants en pleurs. «La joie, je suis submergé, je suis submergé», s'est exclamé à l'AFP Zambo Egeje, le père de l'un des lycéens relâchés.

«Je suis tellement reconnaissante pour ce qu'a fait Dieu pour nous», dit Jumai Francis, la mère d'un autre adolescent relâché, tandis que M. Egeje dénonce «un gouvernement qui ne nous a pas consolés, que nous n'avons pas vu», dit-il.

Contactée par l'AFP, la police de l'État de Kaduna n'avait pas réagi dimanche en début d'après-midi.

«En tout, nous avons 34 enfants qui ont retrouvé leur liberté, et 87 qui sont toujours pris en otage par les bandits», a souligné le révérend.

Devant l'école, plusieurs mères dont les enfants sont toujours en captivité étaient en larmes, a constaté un journaliste de l'AFP.

En effet, «cinq enfants s'étaient enfuis le 21 juillet dernier, deux d'entre eux avaient été retrouvés par la police. Les trois autres avaient réussi à rejoindre l'école par leurs propres moyens», a-t-il ajouté.

«Il avaient réussi à s'échapper lorsque les bandits les avaient envoyés chercher du bois pour la cuisine. Il y a deux semaines, les ravisseurs avaient aussi libéré un lycéen pour des raisons médicales», a-t-il ajouté.

Après l'enlèvement, les ravisseurs avaient demandé aux responsables de l'école de la nourriture et une rançon pour la libération des otages.

«Nous avons beaucoup discuté avec les bandits. L'église mais aussi les parents ont joué un rôle dans leur libération».

«En tant que responsable, je vous mentirai si je vous disais qu'il n'a pas été question d'argent, mais je ne peux pas vous dire combien a été donné», a-t-il ajouté. Désormais, «nous prions pour qu'ils relâchent les autres enfants».

Les enlèvements de voyageurs sur les routes ou de personnalités influentes contre le paiement d'une rançon sont fréquents dans le pays le plus peuplé d'Afrique.

Les islamistes de Boko Haram s'étaient livrés aux premiers raptés dans des écoles, avec l'enlèvement de plus de 200 jeunes filles dans leur dortoir de Chibok en 2014, suscitant l'émotion de l'opinion publique mondiale.

Mais les enlèvements d'écoliers se sont tragiquement multipliés depuis, en particulier cette année, où plus de 1 000 jeunes gens ont été kidnappés depuis



PH. > D. R.

décembre 2020 par des bandes criminelles organisées pouvant compter des centaines de membres, dont certaines ont tissé des liens avec les groupes jihadistes présents dans le Nord-Est.

La plupart ont été libérés après des négociations mais beaucoup d'entre eux restent entre les mains de leurs ravisseurs.

C'est notamment le cas pour une certaine d'enfants enlevés début juin dans une école musulmane dans l'État voisin du Niger, et toujours retenus en otage.

«Les petites filles et garçons de Tégina, pour certains âgés de 5 ans, sont en captivité depuis 56 jours à présent. Il est clair que les parents ont été complètement laissés à l'abandon, avec à la fois l'État et le gouvernement fédéral qui ne font aucun effort concret

pour libérer ces enfants sans défense», a accusé dimanche sur Twitter l'analyste nigérian Bulama Bukarti.

Le président nigérian Muhammadu Buhari, un ancien général, avait ordonné aux forces de sécurité de tout faire pour libérer les enfants, mais le chef de l'État est fortement décrié alors que la situation sécuritaire du pays ne cesse de se dégrader. La Nigeria, avec quelque 200 millions d'habitants, est confronté à de graves troubles, notamment dans le nord-est du pays, région toujours en proie au conflit contre les groupes jihadistes Boko Haram et État islamique en Afrique de l'Ouest (Iswap), qui ont fait au moins 36 000 morts et deux millions de déplacés depuis 2009.

M. M.



Commentaire

Heurts

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que Téhéran refuse de faire un pas en direction de Washington pour accélérer le possible retour des Américains au sein de l'Accord sur le nucléaire iranien, la situation intérieure de la République islamique se détériore exponentiellement et les heurts se multiplient. En effet, au moins deux personnes ont été tuées ces derniers jours, dont un policier, au Khouzestan, selon des médias iraniens, portant à trois le nombre de personnes tuées dans un contexte de tensions dans cette province du sud-ouest frappée par une pénurie d'eau. Le Khouzestan, qui abrite les principaux gisements de pétrole iraniens, est frappé depuis fin mars par une sécheresse à l'origine de manifestations dans plusieurs villes depuis la semaine dernière. «Une jeune personne a aussi été tuée par des émeutiers et 14 policiers blessés à Izeh, dans la même province», selon l'agence de presse Fars, citant le gouverneur local, Hassan Nobovati. Il n'a pas précisé si cette «jeune personne» était un manifestant. D'après la télévision d'État, des rassemblements à propos «de l'eau» ont eu lieu dans les environs d'Izeh et Susangerd, deux villes du Khouzestan. Un manifestant avait été tué à Chadégan, lors de rassemblements dans cette ville à 70 km à l'ouest de Mahshahr, abattu par «des opportunistes et émeutiers», avait rapporté samedi Irna. Ces derniers jours, des médias émettant en persan depuis l'étranger ont parlé de manifestations réprimées par les forces de l'ordre, alors que les médias iraniens se montraient dans un premier temps plutôt silencieux sur le sujet. Des vidéos publiées par ces médias et sur les réseaux sociaux montraient des centaines de personnes manifestant, encadrées par la police anti-émeute. «Nous avons fortement insisté sur le fait que les forces de sécurité n'affrontent pas violemment la population, et encore moins qu'elles ouvrent le feu», a affirmé le gouverneur du Khouzestan, Qassem Soleimani-Dachtaki, cité par l'agence Isna. Le Khouzestan abrite une importante minorité arabe. La population se plaint régulièrement d'être laissée pour compte par les autorités. La province avait été l'un des points chauds de la vague de contestation, violemment réprimée, contre le pouvoir en novembre 2019. Pays aride, l'Iran connaît une sécheresse chronique depuis plusieurs années. Depuis le début du mois, de nombreuses villes du pays sont soumises à des coupures d'électricité fréquentes, résultat, selon le gouvernement, d'une sécheresse d'une ampleur sans précédent depuis 11 ans ayant fortement affecté les lacs de retenue des barrages hydro-électriques du pays. Dans ce contexte explosif, un succès diplomatique avec un retour des États-Unis au sein de l'Accord de Vienne serait le bienvenu. Mais en premier lieu la levée des sanctions économiques américaines qui pèsent sur Téhéran depuis 2018 aurait un énorme impact sur le pays et surtout sur le peuple iranien qui doit faire face à de multiples contraintes et qui semble sur le point d'atteindre son point de rupture. F. M.

Irak

«Nouvelle phase» de la présence américaine

Joe Biden, qui reçoit cette semaine le Premier ministre irakien, Moustafa al-Kazimi, devrait lancer une «nouvelle phase de la présence militaire américaine en Irak», avec une fin formelle des opérations de combat, mais sans remettre en cause la présence de troupes dans le pays.

«Nous parlons d'évoluer vers une nouvelle phase (...) dans laquelle nous mettons fin aux opérations de combat contre (le groupe jihadiste) État islamique et dans laquelle nous passons à une mission de conseil et d'entraînement», a fait savoir un haut responsable de la Maison-Blanche, indiquant que des «ajustements supplémentaires» pourraient être annoncés d'ici la fin de l'année.

«L'Irak a demandé, et nous sommes tout à fait d'accord, une poursuite des opérations de formation; un soutien logistique, de renseignement, de conseil – tout

ceci va se poursuivre», a indiqué cette source. Elle n'a pas donné de précision sur ce que ce changement signifierait en matière d'effectifs, mais assuré qu'il s'agissait d'une évolution «significative» et pas seulement «sémantique». Le président américain et le chef de l'exécutif irakien doivent se retrouver à 14h00 à Washington (18h00 GMT), et n'ont pas prévu de conférence de presse commune, mais un communiqué doit être publié.

La majorité des troupes américaines, envoyées en 2014 dans le cadre d'une coalition internationale pour aider Bagdad à défaire l'EI, ont été retirées sous la présidence de Donald Trump.

Et officiellement, les quelque 2 500 militaires américains encore déployés dans le pays ne combattent pas, mais jouent déjà un rôle de «conseillers» et de «formateurs».

Selon les experts, en venant à

Washington, le Premier ministre irakien espère de toute façon moins des annonces concrètes qu'un signal lui permettant de consolider un peu sa position très précaire, lui qui est tiraillé entre Washington et de puissantes factions pro-Iran dans le pays. Ces dernières, qui réclament un départ pur et simple des Américains, ont multiplié les attaques contre les militaires américains stationnés en Irak.

Mais les experts n'envisagent pas un retrait total, alors que des cellules résiduelles de l'EI restent actives.

Le groupe jihadiste a revendiqué un attentat meurtrier il y a un peu plus d'une semaine dans la capitale irakienne.

«La dernière chose que souhaitent les États-Unis est de quitter l'Irak et se retrouver dans quelques années face à la même situation, avec un retour de l'EI», souligne une source diplomatique occidentale.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejouralgerie.com>

Pour faire face à la propagation du Covid-19

Le P-DG de Sonatrach annonce un ensemble de mesures

Le P-DG de Sonatrach a annoncé des mesures pour faire face à la propagation du coronavirus au sein de l'entreprise. Dans un message adressé aux travailleurs, Toufik Hakkar a indiqué que la situation épidémiologique inquiétante que traverse le pays actuellement, avec de plus en plus de cas de contaminations et une saturation des services de réanimations des hôpitaux, «impacte notre entreprise qui connaît une hausse du nombre de nouveaux cas, quotidiennement». Cela, a-t-il expliqué, nous pousse à nous mobiliser et prendre les mesures adéquates pour arrêter la propagation du virus dans nos unités.

«Ainsi, j'ai décidé, en concertation avec les membres de la cellule de crise de l'entreprise, d'un certain nombre de décisions, dont le règlement de tous les congés non consommés à partir de cette semaine et prise du congé annuel à partir du mois d'août». L'application du système de distri-

bution des repas prêts à travers toutes les unités pendant 15 jours, renouvelable. La suspension de toutes les visites non essentielles au niveau de toutes les unités de l'entreprise, la suspension de la formation en présentiel et se limiter à la méthode de la visioconférence. Le renforcement de la sensibilisation à la vaccination pour tous les travailleurs, les sous-traitants et les contractuels. Le P-DG a appelé à l'application rigoureuse des mesures annoncées pour préserver la santé des travailleurs. Des mesures, a-t-il expliqué, ont été décidées en application de la réglementation interne de l'entreprise pour sévir contre tout comportement contraires aux mesures préventives, notamment le port de la bavette qui est obligatoire au niveau de tous les sites de travail et le respect de la distanciation sociale. Aussi, il a rappelé que Sonatrach a entamé une vaste opération de vaccination au profit de ses travailleurs.

Massi S.

Tribunal de Sidi M'hamed

Report du procès de l'ancien wali de Tipasa Moussa Ghellaï au 2 août

Le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a reporté, au 2 août prochain, le procès de l'ancien wali de Tipasa, Moussa Ghellaï, poursuivi dans des affaires de corruption. La décision de report intervient à la demande du collectif de défense de l'ancien wali poursuivi avec 13 autres accusés, dont d'anciens responsables à la wilaya et des cadres issus de différents secteurs (tourisme, environnement et industrie). Moussa Ghellaï et les autres accusés sont poursuivis pour «octroi de marchés en violation

de la loi, dont le projet d'investissement pour la réalisation d'un parc de loisirs à Tipasa, dilapidation de deniers publics, abus de fonction et octroi d'indus avantages». A rappeler que Ghellaï Moussa est actuellement placé en détention à la prison de Koléa, après sa condamnation, en août 2019, à 12 ans de prison ferme dans l'affaire de l'ancien directeur général de la Sûreté nationale, Abdelghani Hamel, pour octroi d'un lot de terrain à l'un des fils de ce dernier.

Younès H.

Tribunal d'El Milia / Fête de mariage non suspendue durant le confinement

Prison ferme pour mise en danger de la vie d'autrui

Le tribunal d'El Milia (Jijel) a condamné à 18 mois et trois mois de prison ferme assortis respectivement d'amendes de 300 000 et 500 000 DA deux individus pour délit d'«exposition au danger de la vie d'autrui durant les périodes de confinement sanitaire et transgression de décrets et arrêtés», a-t-on appris, hier, de source judiciaire. La peine de prison ferme pour 18 mois a été prononcée à l'encontre de Ch. M. avec mandat de dépôt à l'audience et un des chanteurs a été condamné par contumace à trois ans de prison ferme avec mandat d'arrêt, a précisé la même source dans une déclaration à l'APS. Selon la même source, l'affaire remonte au 23 juillet, lorsque les services de la Gendarmerie nationale de la commune d'Ouled Rabah ont sommé le nommé Ch.

M. d'interrompre immédiatement la fête de mariage qu'il a organisée pour son fils et de respecter l'arrêt d'interdiction de tenir des fêtes de mariage sur le territoire de la wilaya, dans le cadre des mesures de prévention du Covid-19. Mais les concernés ont refusé de suspendre la fête qui avait réuni près de 2 000 convives et avait été animée par un chanteur actuellement en fuite. Présentés devant la justice, l'accusé Ch. M. a été condamné à 18 mois de prison ferme et amende de 300 000 DA avec mandat de dépôt à l'audience, son fils Ch. F. à 6 mois de prison avec sursis et une amende de 300 000 DA et le chanteur, troisième accusé, à trois ans de prison ferme et une amende de 500 000 DA avec mandat d'arrêt, a ajouté la même source.

Daili N.



Loumis
Djalou@hotmail.com

Covid-19 à Tizi Ouzou

La quasi totalité des 800 malades hospitalisés a besoin d'oxygène

■ Les besoins des hôpitaux locaux en oxygène sont estimés entre 35 000 et 40 000 litres par jour, alors qu'ils ne reçoivent que 7 000 litres par jour.

Par Hamid Messir

Le manque d'oxygène demeure l'une des raisons du décès de la majorité des malades atteints de Covid-19 et hospitalisés dans la wilaya de Tizi Ouzou. Près de 97 % des malades ont besoin d'oxygène et 803 des 836 hospitalisés se trouvent dans cette situation, selon le directeur local de la santé et de la population, Mohamed Mokhtari, qui présentait, hier, un bilan de l'évolution de la pandémie devant les membres de l'Assemblée populaire réunis en session ordinaire. Jusqu'à dimanche dernier, 922 malades se soignaient dans les hôpitaux de la wilaya pour leur contamination au Covid-19, 40 d'entre eux étaient en réanimation, avec un taux d'occupation des lits de 72 % des 1 145

mobilisés. Depuis le début de la 3^e vague, la wilaya de Tizi Ouzou a enregistré 55 décès, selon le même responsable. Pour le président de l'Assemblée populaire de wilaya, Youssef Aouchiche, les besoins des hôpitaux locaux en oxygène sont estimés entre 35 000 et 40 000 litres par jour, alors qu'ils ne reçoivent que 7 000 litres par jour. Augmenter la quantité d'oxygène dans les hôpitaux de la wilaya demeure la priorité de l'heure, de l'avis des élus dont certains sont issus du corps médical. Le wali a été interpellé pour apporter la solution au manque d'oxygène, en plus de la réquisition du personnel médical de tout le secteur en renfort de leurs confrères exerçant dans les structures de santé abritant le service dédié au Covid-19, d'autant plus le directeur local de la santé a fait état

du renforcement des capacités d'accueil pour atteindre 1 346 lits dans les structures déjà opérationnelles et celles réquisitionnées récemment pour recevoir des malades atteints du Covid-19. Le chef de l'exécutif, Mahmoud Djamaa a, de son côté, affiché sa disponibilité à accompagner la société civile et les élus locaux dans leurs actions visant à lutter contre la propagation du coronavirus, comme l'instauration du confinement à la demande même des populations dans les localités durement touchées ou encore l'acquisition d'équipements médicaux au profit des structures de santé. Il s'est également engagé à interdire certaines activités dans des hôtels au risque de constituer un foyer de contamination.

H. M.

Assassinat de l'imam de la mosquée de Tizi Gheniff

Le meurtrier placé en détention provisoire

Le juge d'instruction près le tribunal de Draâ El Mizan a ordonné dimanche le placement en détention provisoire du mis en cause dans l'homicide dont a été victime jeudi dernier l'imam de la mosquée «Tarek-Ibn-Zyed», dans la commune de M'kira, au sud-ouest de la wilaya de Tizi Ouzou, a indiqué un communiqué du parquet. «Le procureur de la République près tribunal de Draâ El Mizan, en application des dispositions de l'article 11 du code de procédure pénale, porte à la connaissance de l'opinion publique que le 22 juillet 2021, le parquet de la République près le tribunal de Draâ El Mizan a pris connaissance d'un crime qui s'est produit à l'intérieur de la mosquée Tarek-Ibn-Zyed dans la commune de M'kira, daira de Tizi Gheniff, dont a été victime l'imam de la mosquée, le regret-

té H.B, âgé de 28 ans», lit-on dans le communiqué. «Le parquet de la République a de suite ordonné au commandant de la brigade de la Gendarmerie nationale de Tizi Gheniff d'ouvrir une enquête sur les faits, avec arrestation de

l'auteur du crime qui a été retrouvé ligoté au milieu de la mosquée par les fidèles, un individu répondant aux initiales de M.A, âgé de 48 ans», indique-t-on dans le communiqué.

Yanis H.

Atteint de coronavirus

Décès du directeur général de l'hôpital d'Oran

Le directeur général de l'Établissement hospitalo-universitaire 1^{er}-Novembre-1954 d'Oran, D' Mohamed Mansouri, a rendu l'âme hier ds suites de complications liées au Covid-19, a-t-on appris auprès de cet établissement hospitalier.

Agé de 64 ans, D' Mansouri était atteint de Covid-19 depuis quelques semaines et a été admis au service de réanimation où il recevait les soins nécessaires et au niveau lequel il est décédé vers 14h00, a précisé la

même source. Mohamed Mansouri était très connu pour sa compétence et son savoir-faire, notamment pour les efforts consentis lorsqu'il dirigeait les équipes dans la lutte contre le coronavirus depuis son apparition, a-t-on indiqué, précisant que depuis son installation à la tête de cette structure de santé publique et grâce à sa gestion participative, il a fait de l'EHU d'Oran un pôle hospitalier d'excellence.

R. N.